

Conférence internationale du 10 avril 2014 – Bruxelles

Mettre un terme aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe en s'attaquant à la BCE et en utilisant l'euro pour les besoins sociaux et citoyens

YANNIS MILIOS ET FRÉDÉRIC BOCCARA³⁵

1 -L'analyse

L'Europe traverse la pire crise de son histoire depuis les années 1930 et la Seconde Guerre mondiale.

D'après les promesses des forces qui dominent l'Europe, le projet européen devait être celui de la paix et le progrès social ; maintenant le seul horizon offert aux peuples de l'Europe est celui d'une régression sociale brutale et généralisée.

À travers la transformation des institutions européennes en vue de « stabiliser » l'austérité, la crise a été accentuée :

- le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), signé par les gouvernements nationaux donne des pouvoirs anti-démocratiques à la Commission, restreint les dépenses publiques et pousse la concurrence à la baisse des coûts du travail.
- la Banque centrale européenne (BCE) a acheté une partie des obligations publiques

35. Intervention prononcée par Yannis Milios au nom des économistes du Parti de la Gauche européenne, avril 2014

(une partie de la dette publique passée) mais avec « conditionnalités » anti-sociales très dures, dans le but d'imposer des conditions drastiques d'austérité aux pays, et un ordre du jour néolibéral sévère (privatisations, démantèlement de la protection sociale, des services publics, baisse des salaires, etc.)

- la BCE a soutenu massivement les banques sans aucune conditionnalité et de préoccupation pour les intérêts du public.
- en suivant les mêmes critères antisociaux d'intervention et de financement, ils ont créé deux nouveaux mécanismes : le MES (Mécanisme européen de stabilité) et le FSE (Fonds de stabilité européen).

À présent, la situation est devenue insoutenable pour les peuples d'Europe. Austérité et autoritarisme sont appliqués dans le cadre de la stratégie des oligarchies européennes pour dominer les peuples. Alors que les banques sont renflouées sans conditions, les dépenses publiques sont sacrifiées et le chômage explose. Alors que les impôts, sur les grandes fortunes et sur les revenus du capital des entreprises comme des individus, sont systématiquement réduits, des taxes injustes pleuvent sur les populations. Les salaires sont abaissés, des familles entières ont perdu leur maison tandis que les bénéficiaires des sociétés s'accroissent, tout comme les inégalités qui en découlent. Les délocalisations à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE vont grandissant. L'utilisation non durable des ressources continue de se développer, notamment avec des modèles productivistes de l'agriculture et la spéculation sur les marchés agricoles, la pêche et l'élevage, tandis que les petits agriculteurs et les pêcheurs n'ont rien pour vivre et le changement climatique menace l'humanité. Alors que nos modes de pensée progressent vers plus d'égalité, il y a une recrudescence de l'exploitation, de la violence et de la traite des femmes. Il y a également une recrudescence de la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Bien que les aspirations à plus de démocratie grandissent, les violations de nos libertés et la répression sont en augmentation. Alors que la paix semble plus nécessaire que jamais, les dirigeants européens choisissent la voie des interventions militaires.

L'un après l'autre, les pays ont été contraints de mettre en œuvre des réformes antisociales structurelles. La seule voie présentée est une compétition antisociale sans fin entre les pays de l'Union européenne ainsi que dans chaque pays.

Aujourd'hui, des choix déterminants doivent être faits. Nous proposons une rupture pour fonder un nouveau projet européen, sur les intérêts des peuples et le respect de leur souveraineté, afin de rétablir un sens de la signification de l'Europe et de la solidarité.

Pour nous, il n'est pas question d'attendre les monstres qui pourraient émerger de la catastrophe sociale de la population, ni de promouvoir des solutions nationalistes dressant les peuples les uns contre les autres et les détournant de l'ennemi commun : le capital financier et la dictature des marchés financiers.

2 – Les objectifs

Nous promovons l'abolition de l'austérité et des différents types de politiques et de dogmes néolibéraux. L'économie de l'Union européenne a besoin d'une réorientation sociale et productive dans la solidarité, pour chaque pays, du Nord au Sud, d'Est en Ouest de l'Union.

■ *Une réorientation sociale :*

en faveur de l'emploi et la formation, avec de bons emplois, sécurisés, donnant la priorité aux besoins sociaux, jusque dans la production elle-même ;

en faveur du développement des services publics (éducation, recherche, santé, garde d'enfants, protection sociale, de l'énergie, de l'écologie, de la culture, planification...).

■ *Une réorientation productive :*

avec une production plus orientée vers la demande intérieure de chaque pays et plus coopérative ;

avec la refonte de l'utilisation des moyens financiers pour qu'ils servent les besoins des gens, la majorité qui souffre de la crise et qui constitue pourtant le potentiel majeur d'une véritable nouvelle efficacité économique et sociale ;

avec moins de consommation de matières et une économie de capital accumulé, ce qui signifie réorientation écologique et réduction des charges financières, des coûts du capital ;

avec des services publics solidaires, pour l'amélioration de la vie et en même temps du système productif ;

Trouver un chemin pour sortir de la dictature de la finance et des marchés financiers :

Sortir les services publics et les dépenses publiques des mains des marchés financiers ;

Sortir le développement des capacités productives de la priorité au profit égoïste de court terme ; changer radicalement le rôle des banques dans l'économie, pour qu'elles accompagnent le développement au lieu de prendre comme actuellement un profit maximum sur les entreprises et les États.

Nous n'avons pas seulement besoin d'une répartition des richesses en faveur du travail et d'un modèle de développement social et économique élevé, mais aussi d'une nouvelle création de la richesse, une nouvelle maîtrise de celle-ci, nous avons besoin de démocratie, d'égalité, et de droits sociaux pour tous les citoyens européens.

■ ***Monde***

L'UE doit être construite dans le co-développement des peuples du monde entier, avec une nouvelle solidarité, elle doit promouvoir une « émulation de progrès social » au Sud, à l'Est ou avec les pays émergents.

Au niveau mondial, nous avons besoin d'une véritable régulation globale des marchés financiers et des monnaies, en tenant compte des changements en cours et du rôle des acteurs émergents comme la Chine, la Russie et le reste des BRIC.

■ ***Se centrer sur l'emploi, le développement social, écologique et solidaire :***

produire en Europe, et produire autrement ; réinventer et développer les services publics : éducation (crèches, enseignement primaire et secondaire, universités, formation professionnelle et formation continue), santé, logement, accès à l'eau et à l'énergie, recherche, culture, protection sociale, etc.

salaires et protection sociale. Des salaires minimum en Europe devraient assurer une rémunération décente, des pensions minimales décentes pour tous, éliminer les inégalités de genre dans l'accès aux prestations. Diminuer le temps de travail sans réduction de salaires et sans relever l'âge de la retraite. Harmoniser les salaires vers le haut et harmoniser le niveau de protection sociale. De nouveaux concepts pour les services aux personnes (le « care ») et des modèles économiques alternatifs doivent être débattus afin de mettre fin à la division sexuelle traditionnelle du travail et permettre l'autonomie des femmes ; agir en faveur d'une transition écologique : promouvoir l'action contre le changement climatique, pour le développement des énergies renouvelables et l'implantation d'économies d'énergie. Chaque étape vers le progrès social doit respecter notre écosystème et la bifurcation écologique

est un processus de long terme, qui ne peut être confiée à de grandes entreprises ou autres organisations qui cherchent à maximiser les profits dans le plus bref délai.

relever le défi de la souveraineté alimentaire, l'avenir alimentaire européen et la politique agricole doivent être soutenus par des politiques publiques qui répondent aux besoins humains et aux défis de santé publique.

■ ***S'émanciper du pouvoir des marchés financiers et des idées néolibérales :
mettre l'économie au service des êtres humains :***

Des changements radicaux des fondements de l'Union économique et monétaire. La crise de la zone euro a conduit à des débats sur la monnaie unique, puisque la politique actuelle, les priorités, les critères et les résultats de l'UEM sont injustes, antisociaux et antidémocratiques. Le problème principal est le rapport des forces entre le travail et le grand capital, avec la domination des marchés financiers. Nous avons besoin d'une stratégie commune, avec une autre intervention de la BCE, des politiques fiscales alternatives basées sur des budgets suffisants et sur un autre équilibre entre les contributions du capital et du travail, mais aussi sur le contrôle public et démocratique de la BCE. Il y a aussi besoin d'une réorientation radicale vers le financement de projets selon un nouveau modèle de production et de consommation, qui répondra aux besoins des peuples européens.

Cela implique de transformer les outils existants en outils de coopération et de solidarité au service du peuple. Une transformation de la zone euro par un changement radical de l'architecture de l'euro et de la coopération européenne, orientée vers une économie basée sur les besoins sociaux, doit mettre le potentiel de création monétaire en Europe au service de la réduction des inégalités, de la sécurisation des vies de tous, des dépenses publiques et d'un nouveau mode de développement social et écologique. Cela implique de changer le rôle de la Banque centrale européenne et, plus généralement, de modifier les critères d'utilisation de l'argent par les banques et les grandes entreprises dans toute l'Europe.

3. Les propositions de nouveaux moyens financiers et démocratiques

Nos propositions comprennent trois piliers : la dette publique passée, le financement des nouvelles dépenses publiques (pour les services publics), les entreprises (leurs décisions et leur financement).

■ a) *La dette publique passée*

La BCE doit systématiquement acheter les titres de dette publique, sans les conditionnalités anti- sociales actuellement exigées, agissant comme prêteur en dernier ressort. Les intérêts des titres de cette dette reçus par la BCE sur les titres rachetés doivent être en grande partie rétrocédés aux États.

La dette passée elle-même doit être restructurée pour qu'elle soit viable et ne soit pas un fardeau pour les sociétés d'Europe.

■ b) *L'euro et la BCE doivent contribuer à financer de nouvelles dépenses publiques*

Pour stimuler le financement des dépenses publiques en solidarité, hors des mains des marchés financiers, stimulera la demande, améliorera la vie des citoyens européens ainsi que le potentiel d'efficacité économique des pays, nous proposons de créer une institution financière européenne démocratiquement administrée et contrôlée, un Fonds européen pour le développement social et écologique :

- afin de financer à un taux d'intérêt très bas, voire à taux zéro, les dépenses publiques des États nationaux si elles développent l'emploi et les services publics,
- avec la contribution monétaire de la Banque centrale européenne (art. 123.2 du traité de Lisbonne) et avec les revenus d'une taxe Tobin,
- gouverné démocratiquement par les représentants (i) des membres du Parlement européen, (ii) des membres des parlements nationaux, (iii) des syndicats de travailleurs.

Ainsi, nous commencerions concrètement à remettre radicalement en cause l'indépendance et la mission de la Banque centrale européenne, ainsi que l'architecture actuelle de l'euro et de sa gouvernance, et à placer la BCE sous contrôle démocratique. Ce serait le début d'une refondation sociale et démocratique profonde de l'UE et de ses traités.

■ c) *Les entreprises et les banques*

Les aides publiques et les dépenses, y compris l'argent de la BCE, doivent être donnés dans une logique maîtrisée, avec des règles et des critères précis :

la BCE doit refinancer les crédits bancaires à faible coût seulement si les crédits financent des investissements d'entreprises et de PME selon des critères sociaux et écologiques précis : plus d'emploi et de bonne valeur ajoutée seraient créés plus bas serait le taux d'intérêt ;

la BCE doit mettre des taux très élevés (voire des niveaux prohibitifs) pour refinancer les crédits bancaires allant aux restructurations contre l'emploi, ou aux délocalisations, et ne pas refinancer la spéculation.

■ **Plus généralement, il faudrait :**

changer le système fiscal, généraliser l'impôt sur le capital dans les différents pays. Nous nous battons pour abolir les produits financiers toxiques et les paradis fiscaux, ainsi que la cessation de tous les plans de création de « zones économiques spéciales » sur le sol européen ;

créer dans les entreprises de nouveaux pouvoirs démocratiques des travailleurs et des représentants des populations, sur la gestion et sur l'utilisation des fonds.

Le PGE demande l'organisation immédiate d'une convention européenne sur « la BCE, la dette publique et l'utilisation de l'euro dans la solidarité pour les besoins sociaux », qui statuera sur

l'abolition de la plus grande partie insoutenable des dettes publiques des Etats surendettés, une révision des modalités de remboursement, selon une « clause de croissance ».

pour que l'euro et la création monétaire ne soient pas utilisés pour la spéculation et la concurrence, mais dans la solidarité, pour créer des emplois, pour les services publics, pour des produits utiles et une transition écologique.